



HAL
open science

La gouvernance informationnelle des espaces péri-urbains

Grégoire Feyt

► **To cite this version:**

Grégoire Feyt. La gouvernance informationnelle des espaces péri-urbains. Canadian geomatics conference 2010 - Rencontres franco - canadiennes de géomatique, Jun 2010, Calgary, Canada. halshs-00694806

HAL Id: halshs-00694806

<https://shs.hal.science/halshs-00694806v1>

Submitted on 6 May 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La gouvernance informationnelle des espaces péri-urbains

Quelle place, quels défis méthodologiques pour la géomatique ?

Grégoire FEYT

Laboratoire PACTE-Territoires, UMR CNRS/IEP/UPMF/UJF 5194

14 bis avenue Marie Reynoard

F-38100 Grenoble

Gregoire.feyt@ujf-grenoble.fr

RÉSUMÉ. Le développement continu et généralisé des espaces périurbains et leur progressive organisation politique et technique au travers de structures intercommunales rend de plus en plus nécessaire la constitution d'outils de connaissance du territoire. Cependant l'hétérogénéité de ces espaces composites (urbain/rural/naturel), la multiplicité des thématiques concernées et la faiblesse des ressources en matière de données géographiques pose la question de la nature et de l'usage du SIG dans des termes spécifiques voire inédits.

ABSTRACT. The continuous and global growth of suburban areas and their progressive political and technical organization through intermunicipal councils requires more and more the elaboration of tools for territory knowledge. Nevertheless heterogeneity of these composite areas, multiplicity of concerned themes and weakness of resources related to geographical data questions the nature and the uses of GIS in specific if not unusual terms.

MOTS-CLÉS : SIG, périurbain, gouvernance, action publique locale, connaissance territoriale

KEYWORDS: GIS, suburban area, governance, local policy, territorial knowledge

1. Introduction : le périurbain, « angle mort géomatique » ?

Le développement et la diffusion des SIG en même temps que l'émergence des sciences et techniques géomatiques se sont historiquement opérés au sein de deux « familles » professionnelles :

- d'une part, les SIG que l'on pourrait qualifier d'heuristiques ou de « surplombants », correspondant à une *culture de la carte* : en termes de productions, l'accent est mis sur la vocation transversale et synthétique, souvent en mobilisant des données référées à des maillages administratifs ou thématiques prédéfinis. Dans cette perspective l'attention portée aux données privilégie les notions de diversité et de continuité (dans l'espace, dans le temps, entre niveaux d'échelle), parfois au détriment des critères de précision, de structuration ou d'actualisation.
- d'autre part, les SIG à vocation opérationnelle ou « terrain », correspondant en l'espèce plutôt à une *culture du plan* : les finalités relèvent en règle générale d'activités de conception, d'instruction, de contrôle ou de gestion, en exploitant des données appuyées sur des topologies et des ontologies rigoureuses et souvent très élaborées. Dans ce contexte l'attention et les moyens sont prioritairement orientés sur la conformité, la précision, la complétude et la mise à jour de données relevant le plus souvent d'un périmètre géographique et/ou thématique rigoureusement circonscrit et intangible.

A ces deux visages de l'information géographique numérique correspondent deux corpus de méthodes, d'outils et de savoir-faire qui se sont assez précocement construits et consolidés de manière disjointe ; ces deux « tribus géomatiques » coexistent aujourd'hui pacifiquement, relevant en règle générale de structures ou de services bien distincts. Si cette disjonction fonctionnelle et organisationnelle a contribué à accentuer les différences en termes de *culture métier*, elle peut ainsi se concevoir comme l'aboutissement d'un processus ayant conduit à une stabilisation et à une complémentarité des vocations et des ressources à l'échelle d'un territoire. Mais malheureusement pour ce « meilleur des mondes géomatiques » enfin advenu, c'est le territoire lui-même qui a entretemps bougé et continue de le faire ; et dans le sillage de ses mutations fonctionnelles, sociales et politiques s'opère une forme de *redistribution des cartes* en matière de formes, d'usages et d'acteurs de la connaissance territoriale et de ses outils.

De fait, s'agissant au moins du cas français, la question de la production des données géographiques avait pendant longtemps été assumée et assurée de manière très claire : à l'Etat et aux régions la connaissance trans- et supraterritoriale, aux villes la maîtrise des données à caractère opérationnel sur leur périmètre, la connaissance (plus sommaire) des espaces ruraux étant assurée par l'Etat et divers autres acteurs territoriaux ou sectoriels (chambres consulaires notamment). Les mutations aussi bien institutionnelles et réglementaires que sociétales et

technologiques ont profondément modifié ce schéma au cours de la décennie écoulée, et n'ont à l'évidence pas fini de le faire. Parmi les facteurs, effets et enjeux de ces mutations, le développement de l'espace péri-urbain occupe une place centrale dès lors qu'il s'agit de penser aussi bien le développement des métropoles que la préservation des zones rurales et naturelles.

Ce qu'avec Martin VANIER on peut appeler le *tiers-espace* est désormais bien installé dans le paysage aussi bien géographique que socio-économique, mais pas encore vraiment dans celui des pratiques politiques et professionnelles et moins encore dans celui des outils de connaissance. Ainsi, si la question du processus de périurbanisation et du *fait périurbain* constitue un objet privilégié de la recherche dans nombre de disciplines (urbanisme, géographie, sociologie, science politique, écologie...), les problématiques relatives à la constitution d'outils de connaissance – à vocation heuristique ou opérationnelle – spécifiques à ces territoires, à leurs finalités, à leurs usages et usagers restent encore largement impensées. En quoi les espaces périurbains présentent-ils (ou non) des besoins spécifiques voire inédits ? En quoi et comment les deux cultures géomatiques précédemment évoquées sont-elles susceptibles d'y répondre, conjointement ou séparément ? Quels questionnements conceptuels et méthodologiques et quelles approches mettre en œuvre pour construire des réponses opérationnelles ? C'est à ces différentes interrogations que nous nous attacherons en proposant d'abord un bref détour visant à proposer quelques éléments de définition et de cadrage de la notion d'espace périurbain.

2. Nature des territoires périurbains et besoins en connaissance

2.1. L'espace périurbain : une réalité évidente mais plurielle et complexe

A mi-chemin entre l'urbain et le rural, l'espace périurbain constitue une catégorie difficile non seulement à qualifier mais également à définir. La manière de désigner cet espace du 3^{ème} type peut en effet varier en fonction des contextes et des interlocuteurs ; on trouvera ainsi aussi bien la référence au terme périurbain qu'à celui de *périorural*, de *surburbain*, de *subrural*, de *zone résidentielle*... De la même manière, comme l'ont montré Roux&Martin les critères techniques (statistiques, morphologiques, topologiques...) aussi bien que les méthodes et les seuils mis en œuvre pour circonscrire les zones périurbaines varient au cours du temps mais également d'un pays à l'autre.

Quoi qu'il soit, l'extension des couronnes périurbaines autour de la plupart des pôles urbains est un phénomène global à l'échelle européenne et mondiale qui s'impose au simple regard. Mais ce processus de périurbanisation n'affecte pas seulement l'espace proprement dit : il structure les pratiques et les modes de vie d'une partie de plus en plus importante des populations urbaines mais également rurales. S'agissant du cas français, la carte ci-dessous met en évidence non seulement l'extension spatiale du phénomène mais également la multiplicité des configurations

géographiques et urbaines concernées. Ainsi l'espace périurbain tel que défini par l'INSEE (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques) n'intègre que 21% de la population totale mais 43% des 36000 communes françaises.

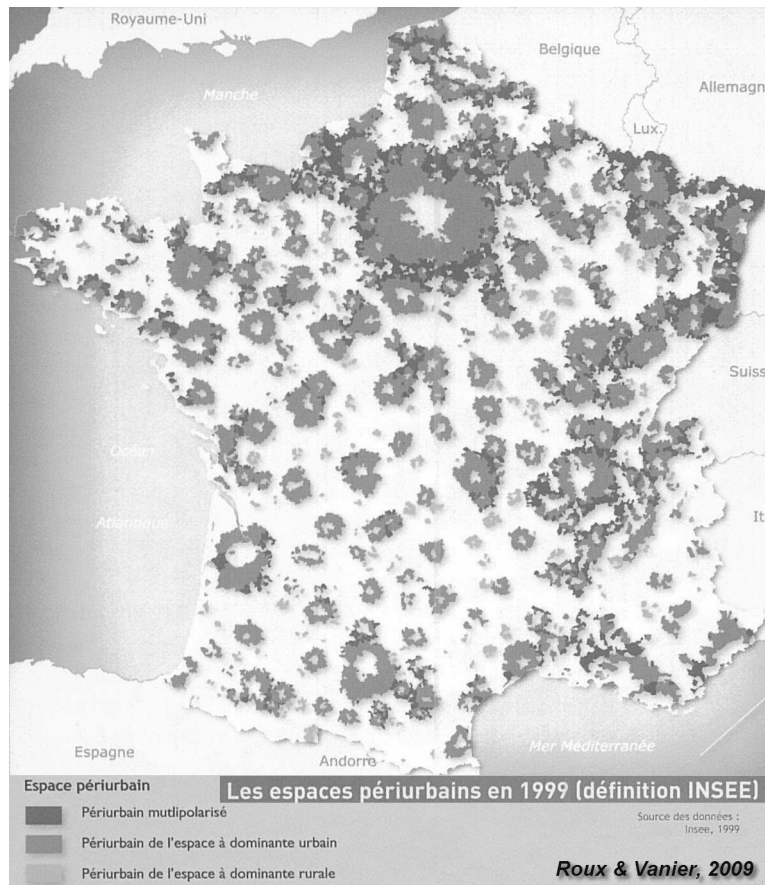


Figure 1. L'extension des aires périurbaines françaises définies par l'INSEE (données 1999, extrait de Roux et Vanier, 2009)

Les facteurs et formes d'extension de l'espace résidentiel sont divers mais se traduisent dans tous les cas de figure par une augmentation de la densité de population, qui peut être parfois considérable et extrêmement rapide dans les petites communes rurales progressivement incluses au sein des aires métropolitaines. Au terme d'une démarche de prospective réalisée à l'initiative de la DATAR (Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité

Régionale), E.ROUX et M.VANIER ont néanmoins tenté de dresser une forme de portrait robot du territoire périurbain.

2.2. Essai de caractérisation du territoire périurbain

2.2.1. Des populations périurbaines « normalement » diversifiées

Le périurbain peut de prime abord apparaître comme l'espace des familles, des jeunes et des femmes actives, marqué par des pratiques de mobilité considérables ainsi que par un taux important de propriétaires relativement à celui des locataires. Mais ce serait oublier que l'espace périurbain est également ce qu'on pourrait appeler un *espace de relégation* dans lequel échouent des familles d'origine urbaine dont les revenus ne sont pas ou plus suffisants pour accéder au logement dans les centres ou les premières périphéries.

D'un point de vue sociologique la population périurbaine est ainsi largement à l'image de la population urbaine, avec une répartition que l'on pourrait qualifier de « normale » des catégories socio-professionnelles et des revenus. Les services attendus par ces populations sont en conséquence les mêmes que ceux normalement fournis dans les grandes villes : petite enfance, social, éducation, santé, culture... et de plus en plus, gérontologie.

2.2.1. Un espace sous pressions

Les zones périurbaines mixent dans des proportions et suivant des formes extrêmement diverses des zones d'habitat concentré ou diffus mais également d'infrastructures et d'activités industrielles ou commerciales, côtoyant ou segmentant des espaces agricoles ou des zones naturelles.

On peut ainsi parler parfois d'une « campagne habitée », mais en l'espèce d'une campagne qui serait soumise à des pressions foncières ainsi qu'à des conflits d'usage du sol aussi intenses que divers. Mais symétriquement on peut aussi évoquer une « ville à la campagne » à laquelle manquerait encore nombre des infrastructures, des services et des pratiques qui « font l'urbain ».

2.2.1. Une structuration politico-technique qui se cherche

Aujourd'hui 50% des communes françaises et 2/3 de la population urbaine relèvent de structures intercommunales disposant d'une fiscalité propre (EPCI). Ainsi ce sont les communes les moins peuplées et donc en règle générale les moins riches qui sont les moins organisées collectivement et parmi celles-ci nombre de communes incluses dans les aires urbaines. La carte ci-dessous permet de prendre la mesure de la surface concernée : les zones les plus sombres correspondent en effet aux communes à caractère périurbain (au sens de l'INSEE) mais qui n'appartiennent pas à des structures intercommunales ayant une taxe professionnelle unique et commune.



Figure 2. Superposition de la répartition de la carte des communes périurbaines (INSEE 1999) et de celle des périmètres des structures intercommunales à fiscalité propre (données Ministère de l'Intérieur, 2008), extrait de Roux et Vanier, 2009)

S'agissant des intercommunalités périurbaines, il s'agit le plus souvent de structures récentes, relativement grandes (moyenne nationale de 13 communes par EPCI) et engagées dans un processus complexe et souvent délicat de consolidation politique et technique. Il s'agit pour celles-ci tout à la fois de se constituer territorialement autour de l'idée d'un espace et d'un bien commun, mais également de se mettre en capacité d'assurer des compétences opérationnelles usuelles mais de manière désormais partagée ainsi que des missions inédites. Ces nouvelles collectivités que l'on peut alors qualifier autant de *locales* que de *territoriales* sont par ailleurs pour la plupart d'entre elles impliqués dans des chantiers de planification territoriale à grande échelle (Schéma d'aménagement, organisation des déplacements...) impliquant des acteurs nombreux et disparates (Etat, région, département, agglomération...) auxquels les communes en tant que telles n'étaient que peu ou pas confrontées.

3. Les défis cognitifs du périurbain

Si les thématiques concernées par les problématiques périurbaines n'ont en soi rien d'inédit, les cadres territoriaux, institutionnels et techniques dans et pour lesquels des réponses doivent ou devront être construites interpellent directement la question de la connaissance du territoire et, partant, de ses outils et méthodes.

3.1. Les territoires périurbains : «l'aire du flou»

S'il faut tenter de résumer les principaux caractères conditionnant la production et la mobilisation de données (statistiques, cartographiques ou autres) visant à connaître, comprendre et gérer un territoire périurbain, plusieurs éléments s'imposent dont les causes ne sont pas d'ordre technique mais dont, en revanche, les effets, enjeux ou traductions le sont à l'évidence :

- la grande hétérogénéité des communes constitutives d'un même territoire périurbain, qu'il s'agisse de communes de plusieurs milliers voire dizaines de milliers d'habitants installées de longue date dans une culture et un fonctionnement urbain, ou de petites communes rurales... ou tout au moins se vivant (encore) comme tel ;
- le caractère incertain et mouvant de périmètres administratifs ou politiques (notamment dans le cas de territoires de projet constitués à la faveur de politiques contractuelles) et ne correspondant pas encore forcément à des identités territoriales ou à des entités fonctionnelles bien nettes ou stabilisées ;
- la diversité, la disparité et l'intrication des thématiques à prendre en considération et à articuler : urbanisme, économie, déplacements, agriculture espaces naturels, risques... ;
- les pressions voire les tensions pouvant exister du fait des enjeux liés à la pression urbaine, au maintien de l'agriculture, aux contraintes environnementales... ;
- la pluralité des influences ou aires d'influence auxquelles se trouve confronté le territoire périurbain : agglomération(s) voisine(s), institutions supra-territoriales tels que le département ou la Région, acteurs industriels, opérateurs privés... ;
- s'agissant des structures intercommunales, la fréquente faiblesse des moyens humains notamment en matière d'ingénierie, mais surtout de l'expertise sur le nouveau territoire ainsi constitué... ;
- la forte implication d'élus locaux –plus ou moins expérimentés– sur le terrain afin pallier la faiblesse des moyens techniques et humains de la collectivité.

3.1. Les besoins informationnels des territoires périurbains

Ces caractéristiques propres aux espaces périurbains posent la question des outils de connaissance territoriale dans des termes qui sont, pour le coup, inédits tant en termes de contenu et de structuration que d'usages et d'utilisateurs.

3.1.1. *En termes de nature :*

Les besoins en informations géographiques d'un territoire périurbain relèvent dans nombre de configurations de trois registres largement distincts en termes de niveaux d'échelle mais également de nature et de critères de qualité :

- les données techniques afférentes aux problématiques de gestion et d'aménagement urbain : foncier, voirie, réseaux, documents d'urbanisme...
- les informations relatives aux problématiques métropolitaines : déplacements, développement économique, équipements, évaluation et prospective...
- la connaissance des espaces agricoles et naturels : utilisation du sol, mutations foncières, risques, espaces protégés, gestion de l'eau....

3.1.1. *En termes d'usages :*

Compte tenu de ce qui a été précédemment évoqué à propos de la jeunesse politique et technique des structures locales périurbaines, les besoins en matière d'exploitation de ces différentes familles de données mais également les profils professionnels concernés peuvent sensiblement différer de ce qui se pratique dans les collectivités locales « historiques ». Cette distinction s'exprime au travers d'injonctions assez largement paradoxales faites aux praticiens chargés de mettre en place et en œuvre les dispositifs de connaissance territoriale, au premier rang desquels les techniciens responsables –le plus souvent, entre autres choses– du SIG :

- la construction, à partir de données cartographiques et statistiques qui n'ont historiquement et fonctionnellement pas été conçues dans cette perspective, d'un référentiel territorial apte à « fonctionner » à un niveau d'échelle qui n'est plus celui du diagnostic et pas encore celui de la gestion ;
- l'intégration de *données métier* très diverses alors même que les métiers en question ne sont souvent pas représentés en tant que tels au sein de la structure;
- la délicate position de maître d'œuvre chargé d'un projet inédit sinon innovant au service d'un maître d'ouvrage qui lui-même « se cherche » politiquement et territorialement;
- l'obligation faite au responsable du système d'information d'assumer et d'assurer l'absence de médiation thématique entre les données et la

décision, c'est-à-dire sans le truchement par exemple d'un urbaniste ou d'un responsable de la voirie à l'instar de ce qui se pratiquerait dans une ville même de petite taille.

3.2. La « fracture géomatique »

Cette disparité sinon cette pauvreté des ressources techniques et cognitives au sein des structures locales ayant à administrer, aménager et développer les territoires périurbains trouve bien évidemment sa traduction en termes d'équipement et d'expérience en SIG.

S'agissant des communes de petite taille et/ou historiquement rurales, la quasi absence de compétences techniques internes –pendant longtemps principalement suppléées par les services de l'Etat (DDA et DDE)– a rendu et continue de rendre hors de portée et de propos la mise en place d'un SIG. Les communes moyennes ou les petites villes qui ont pu se doter d'un outil de gestion de données urbaines (généralement plus orienté CAO/DAO que SIG) l'ont quant à elles fait le plus souvent de manière autonome et non coordonnée en l'absence, à l'époque, d'initiative intercommunale.

De leur côté les structures intercommunales créées de manière souvent récente dans les nouveaux territoires d'action publique périurbains en sont souvent au stade de l'intégration politique, organisationnelle et fonctionnelle des compétences transférées des communes à l'EPCI voire de compétences inédites. La nécessité de se doter d'outils de connaissance territoriale de type SIG n'intervient souvent que tardivement dans le processus de consolidation technique de la structure. Ce chantier doit par ailleurs fréquemment composer avec l'extrême disparité en la matière pouvant exister entre une ville-centre équipée de longue date d'outils de gestion urbaine plus ou moins élaborés et des petites communes rurales totalement démunies.

Pour compenser ou contourner cette « fracture géomatique » et néanmoins proposer une couverture spatialement continue et homogène du territoire, les SIG intercommunaux n'ont d'autre ressource que de compléter les référentiels génériques disponibles « sur étagère » (cadastre, orthophoto...) par des données thématiques provenant de partenaires supraterritoriaux (Conseil général, chambres consulaires) travaillant à des échelles ou à partir d'angles problématiques parfois peu adaptés aux enjeux et aux besoins opérationnels de ces nouveaux territoires intermédiaires.

4. Le besoin d'un « entre-deux géomatique »

Le défi auquel se trouvent confrontés les acteurs politiques et professionnels des nouveaux territoires périurbains en matière de connaissance du territoire renvoie à la nécessité disposer d'outils et de modes de faire permettant tout à la fois de *voir et*

dire le territoire... à la bonne distance... avec et pour les bons interlocuteurs... dans les bons délais, et ce dans un contexte de réduction des ressources financières des collectivités.

4.1. Construire la carte d'identité du territoire

Dans cette perspective un des besoins prioritaires réside dans la construction d'un référentiel cartographique permettant aux acteurs professionnels, politiques et locaux à la fois de se retrouver et de se reconnaître collectivement et séparément. Il s'agit en quelque sorte de construire la *carte d'identité* d'un territoire dont la nature et la finalité ne peut plus se satisfaire de la représentation surplombante et normative des cartes thématiques (produites par exemple à partir de statistiques communales ou de nomenclatures génériques d'occupation du sol), mais qui n'a pas pour autant la capacité ni du reste la nécessité et la légitimité requise pour se doter de la description analytique et fonctionnelle requise et permise par un SIG de gestion urbaine.

Dans ce contexte l'enjeu consiste à composer un fond de carte qui combine à la fois des données cartographiques génériques visant à traduire l'organisation générale d'un territoire dont les acteurs techniques et politiques n'ont pas forcément encore une réelle connaissance et pratique, et d'autre part des éléments permettant d'appréhender dans leur singularité les composants spatiaux et thématiques constitutifs du regroupement intercommunal. La tâche est d'autant moins évidente que les périmètres politiques et techniques issus de l'adhésion volontaire des communes au sein d'EPCI ou d'un *territoire de projet* sont susceptibles d'évoluer au cours du temps, tout comme les missions et les compétences à assumer. De fait la prise en compte de la temporalité du *politique*, de ses attendus et de son agenda dans la mise en place d'un outil de connaissance territorial s'impose de manière particulièrement déterminante dans le contexte périurbain.

4.2. Proposer des représentations communes

S'agissant de territoires dans lesquels, faute de moyens humains, les élus locaux sont plus qu'ailleurs tenus de s'impliquer dans des dossiers techniques de plus en plus complexes et diversifiés, il apparaît essentiel de proposer des représentations *communes* du territoire. Le terme *commun* doit être pris ici dans ses deux acceptions : à la fois au sens de *familier*, c-a-d- renvoyant à des modèles cognitifs et à des modes de figuration compréhensibles par la diversité des acteurs décisionnels (élus et acteurs locaux), mais également au sens de *partagé*, c'est-à-dire mettant en scène un espace, des objets et des sujets qui fassent sens pour l'ensemble des acteurs techniques et politiques.

Le territoire périurbain ne peut de surcroît se penser indépendamment du système urbain ou métropolitain à l'intérieur duquel il s'inscrit ; la vision « insulaire » prévalant encore très souvent dans la représentation cartographique de l'espace communal devient en l'espèce particulièrement inopérante et impose d'élargir la

focale en diversifiant encore les périmètres, logiques à prendre en compte et, partant, les thématiques et types de données à intégrer.

4.3. Lier le chantier géomatique aux chantiers politiques et fonctionnels

Jusqu'alors la mise en place des SIG et leur mise en œuvre au sein des structures locales s'étaient opérées de manière progressive dans un environnement technique et politico-administratif relativement stable. Le processus relativement confus et parfois erratique d'organisation institutionnelle de ces nouveaux territoires périurbains impose de construire les outils de connaissance en même temps que se stabilisent les cadres et les modalités de la décision et de l'action et que se définissent les besoins auxquels ces outils sont destinés à répondre.

Le chantier géomatique se doit ainsi d'apporter dans des délais resserrés des réponses opérationnelles à deux registres d'objectifs sensiblement différents ou, en toute rigueur du moins, consécutifs :

- produire des couches d'information permettant d'appréhender le territoire dans sa continuité horizontale (couvrir l'intégralité de l'espace concerné) et verticale (de l'environnement métropolitain à la singularité des communes) ;
- tout en initiant la mise en place de bases de données et d'applications métier à l'échelle d'un ensemble de communes qui en étaient, pour la plupart d'entre elles, jusqu'alors dépourvues ;

et ce, avec des ressources humaines spécifiquement affectées au SIG le plus souvent très réduites.

Dans ce contexte l'exigence d'un niveau de qualité des données élevé et homogène sur l'ensemble de l'espace périurbain est dans les faits le plus souvent hors de portée à court et moyen terme. L'enjeu aussi bien fonctionnel que politique réside alors dans la capacité à « faire feu de tout bois » en intégrant des thématiques et des informations relevant de sources et de corpus techniques parfois très hétérogènes et hétéroclites, et au final passablement hétérodoxes au plan proprement géomatique. L'impératif opérationnel sinon l'injonction politique impose alors de concevoir des formes de modélisation et des modalités d'analyse et de représentation privilégiant une approche exhaustive du territoire, quitte à assumer et à traiter au fil de l'eau et au cas par cas les problèmes inhérents à la « géométrie variable » des données utilisées.

L'autre spécificité de la *géomatique périurbaine* tient à la fréquente absence d'un « corps professionnel intermédiaire » entre le responsable SIG et les élus locaux. Dans une collectivité « établie » le géomaticien produit des analyses cartographiques ou statistiques exploitées ou adaptées par des praticiens spécialisés (déplacements, foncier, urbanisme...) au contact direct et, le plus souvent, exclusif des élus

concernés¹. Dans la toute jeune et modeste structure intercommunale périurbaine, le responsable du SIG est le plus souvent en charge de dossiers thématiques le mettant au contact direct des décideurs ; c'est donc à lui que revient la responsabilité de produire des représentations et des synthèses immédiatement compréhensibles et mobilisables par des élus locaux non spécialistes. Plus encore que dans un contexte « classique », la pratique géomatique doit alors composer avec une double tension : l'exigence *amont* de qualité et de fiabilité des données et l'obligation *aval* de recevabilité et « d'utilisabilité » des exploitations qui en sont faites.

4.4. Intégrer l'expertise d'usage et les représentations d'acteurs

Cette posture souvent inconfortable impose de penser le processus de constitution du SIG mais également les méthodes d'analyse et de représentation mises en œuvre en fonction des destinataires effectifs. Cette démarche suppose en l'occurrence de prendre en considération *ex ante* les modes et modalités de représentation (intellectuelle, symbolique, cartographique...) du territoire par des acteurs décisionnels très diversifiés et pour la plupart d'entre eux non-techniciens. Cette contrainte et cette perspective impose d'ouvrir encore plus largement qu'ailleurs le champ en matière de diversification des sources et types d'informations mobilisées. Bien entendu, et on l'a déjà évoqué, au travers des échanges et des dispositifs partenariaux mis en place autour des données avec les partenaires territoriaux et supra-territoriaux. Mais compte tenu de la très fréquente pauvreté ou du moins hétérogénéité des ressources informationnelles au sein des espaces périurbains, il semble pertinent sinon indispensable de solliciter et de capitaliser autant que faire se peut les expertises d'usage des techniciens, élus ou acteurs locaux familiers de telle partie ou problématique du territoire. Plus largement encore, c'est l'implication des habitants dans leur ensemble qui peut être recherchée en vue d'abonder ou d'actualiser une connaissance du territoire fine à défaut d'être rigoureusement formalisée.

Les fonctionnalités SIG conjuguées aux ressources du web (et notamment du web 2.0) et des outils grand public de géolocalisation offrent des ressources évidentes dans cette double perspective : d'une part celle de la valorisation des capacités informationnelles intrinsèques du territoire, mais également celle d'une appropriation par l'ensemble des acteurs locaux d'un dispositif de connaissance territoriale dont ils deviennent à la fois utilisateurs et contributeurs.

¹ A ce sujet on se référera à l'enquête CNIG/AFIGEO/Georezo sur « les métiers de l'information géographique 2003-2005 » (voir <http://georezo.net/wiki/main/formetiers/start>) qui a notamment fait apparaître que moins de ¼ du millier de géomaticiens interrogés disent se consacrer entièrement à des tâches géomatiques, 45% y consacrant moins des ¾ de leur temps).

5. Conclusion : Une démarche scientifique à inventer *in vivo* et *in situ*

L'hypothèse sous-jacente de cette contribution est très clairement que les deux modèles de SIG évoqués en introduction, outil de connaissance « surplombante » ou système de gestion de données opérationnelles, sont en l'état actuel des choses et en règle générale inapproprié aux espaces périurbains engagés dans des processus de structuration institutionnelle et technique. Mais cette hypothèse *a priori* peu encourageante se double d'une conviction en revanche très stimulante : ces territoires sont susceptibles de constituer des laboratoires privilégiés pour l'élaboration d'une gouvernance informationnelle dont les enjeux sont quant à eux beaucoup plus généraux. « Nécessité fait loi » : face aux carences en matière de d'outils de connaissance auxquels sont confrontées ces nouvelles structures, il n'y a d'autre alternative que de solliciter les ressources potentielles de la manière la plus large et oecuménique possible, que ce soit en termes de sources d'information, d'expertise d'usage, de mobilisation des habitants ou usagers ou d'utilisation des technologies.

Dans cette perspective, les sciences et les savoir-faire géomatiques sont également interpellés. Ainsi que l'on a essayé de le démontrer, les tenants et aboutissants de ce que l'on peut qualifier de *SIG périurbain* –de la même manière que l'on peut parler de SIG urbain ou de SIG environnemental– posent dans des termes sensiblement nouveaux des questions comportant des dimensions autant techniques (par exemple, comment produire un référentiel opératoire à partir de données de nature et de qualité très diverses) que thématiques (comment penser un référentiel susceptible de servir de support et de point de rencontre pour traiter des problématiques et des interactions multiples) ou politiques (comment faire en sorte que ce référentiel tout à la fois traduise et produise l'image d'un *espace* et d'un *bien commun*).

Compte tenu de son importance, de la rapidité et de la généralisation de son expansion mais également et peut-être surtout des enjeux environnementaux et énergétiques qui lui sont associés, le périurbain appelle de nouvelles manières de penser et de pratiquer la décision et l'action publique *sur* et *par* les territoires. Dans cette perspective, la question de la connaissance du territoire, et par conséquent des outils, méthodes et pratiques associées, est appelée à jouer un rôle de plus en plus crucial ; mais cette dimension voire vocation stratégique ne peut éviter de « se payer » d'une imbrication croissante avec les processus politiques et proprement territoriaux. Se dessine ainsi un nouveau champ de réflexion et d'expérimentation pour les sciences géomatiques dans une relation étroite avec des partenaires scientifiques « naturels » (aménagement, environnement, urbanisme...) mais également inédits tels que les sciences de l'action et de la décision, de la communication ou de la cognition.

Bibliographie

Feyt. G., "GIS and Land Professions with Respect to Geographic Information Technologies: Babel and Esperanto", *The Organizational Side of Geographic Information System*, Londres, Iste&Wiley, 2009, p.37-55

Feyt. G., "From GISs to TIS (Territorial Information System) : the 3D technologies for intelligibility and decision making in metropolitan area planning, the case of Grenoble metropolitan area", *Actes de la 5ème conférence internationale sur les SIG*, Fatih University, Istanbul, 2008, p. 243-250

Feyt G., « La révolution de l'information géographique : retour vers l'espace », *Territoires et cyberespace en 2030*, P. Musso (dir.), Documentation Française, Paris, 2008, p. 57-59

Feyt. G., « Redistribution des pouvoirs, redistribution des cartes : La connaissance des territoires, enjeu inédit de l'action publique ? », *Les politiques publiques à l'épreuve de l'action locale*, A.Faure, E.Négrier (dir.), Paris, L'Harmattan, 2007, p.107-116

Jaillet M-Ch., « Contre le territoire, la "bonne distance" », *Territoires, territorialité, territorialisation : controverses et perspectives*, Vanier M. (dir.), Rennes, PUR, 2009, p. 115-122

Noucher. M., « Coproduction de données géographiques : du compromis au consensus... différencié. Conditions et démarches participatives pour produire ensemble des données sur le territoire », *Revue Internationale de Géomatique*, vol 18/4, 2008, p.471-492

Roux E., Vanier M., *La périurbanisation : problématiques et perspectives*, 2009, DIACT, La Documentation Française

Vanier M., *Le pouvoir des territoires*, Economica, Paris, 2008